

RETRAITES : LES « ULTRAS » DES MÉDIAS SE « RADICALISENT »

– Après avoir chanté en chœur que les Français étaient « résignés » à perdre le droit à prendre leur retraite à 60 ans...

– Après avoir clamé sur tous les tons que la réforme sarkozyste était « urgente », « inévitable », « incontournable » et non négociable, sinon à la marge et autour des maigres concessions préparées d'avance par le gouvernement...

– Après avoir observé de loin, de travers, et d'un œil perplexe ces manifestations manifestement inutiles puisque de toute façon le gouvernement « ne pouvait pas céder » aux revendications de « la rue »...

Ces médias (pas tous évidemment...) qui avaient sonné la retraite de la mobilisation avant même qu'elle ait commencé, entonnent désormais le grand air de la « radicalisation ».



CONFLIT DES RETRAITES La montée des ultras

Après ceux de la RATP, les syndicats de cheminots et ceux de l'énergie ont déposé un préavis de grève reconductible à compter du 12 octobre pour combattre la réforme des retraites. Nous avons rencontré quatre militants syndicaux qui prônent une radicalisation du mouvement.

PAGES 2 ET 3

Hongrie : la pollution chimique s'étend



JUSTICE
Kerviel :
la banque fait
un geste

SANTÉ
Un dépistage
général du sida
va être proposé

En page intérieure de cette mémorable édition, datée du 7 octobre, *Le Parisien* propose un « zoom sur ces militants syndicaux qui plaident pour une **radicalisation** du mouvement » : témoignages et interviews de trois cheminots et de Mireille Chessa, la « **pasionaria** de la Canebière ». « Zoom » complété par une interview en trois questions d'un « sociologue » : « *Sommes-nous au tournant d'un conflit social plus dur ?* » / « *Les préavis de grève reconductible sont-ils le signe d'une radicalisation ?* » La réponse à ces deux questions quasiment identiques sont dans les questions et... font la « Une » du *Parisien* ! Dernière question : « *Pourquoi les leaders syndicaux CGT, CFDT, et même FO refusent d'user de cette arme ?* » Réponse : « *Parce qu'ils sont responsables* ». Parole de sociologue.

Et les « ultras » du gouvernement qui sont « radicalisés » depuis plusieurs mois ? *Le Parisien* qui ne les a pas rencontrés nous apprend que l'Elysée « *refuse de dramatiser mais reste attentif* » – c'est le titre de l'article – et que « *l'exécutif affiche toujours sa fermeté* ». Mais pas son « ultra » radicalité...

Le Parisien n'est pas seul sur ce créneau : Le Monde.fr titre en Une, le 7 octobre : « Les syndicats **entre radicalisation et exaspération** ». La Tribune.fr, le même jour : « Retraites : **risque** accru de **radicalisation** du conflit » – article enrichi par un sondage qui vaut bien des éditoriaux : « *SNCF, RATP... les appels à la grève illimitée se multiplient. La menace de grève illimitée dans les transports vous semble... 1. Scandaleuse – 2. Inutile – 3. Pénible – 4. Nécessaire* »...

Et la cohorte des éditorialistes n'est pas en reste. « La radicalisation n'est pas fatale », fait mine de se rassurer Gérard Carreyrou sur son « blog » publié sur France-Soir.fr (8 octobre). Mais elle est menaçante quand même, s'indigne, en des termes subtils, Jean-François Péresse, dans *Les Echos* : « *Cheminots et tramionots, électriciens et gaziers : le coeur de l'armée rouge du syndicalisme a beau courir à reculons vers la grève reconductible, il vient de faire entrer le conflit des retraites dans une nouvelle dimension* » (7 octobre). « *C'est en tout cas une voie dangereuse sur laquelle s'engage le conflit* », s'alarme Jacques Camus, de *La République du Centre*, (7 octobre). Et Paul Burel, de *Ouest-France*, brandit la menace d'une « *démonstration de force plus ou moins contrôlée d'une base stimulée par les ultras de tous bords* ». Et le même d'ajouter : « *L'ultime péril, le plus incontrôlable, réside naturellement dans les possibles débordements inhérents à toute radicalisation* ».

« *Radicalisation ! Le mot est dans l'air du temps et il fait peur* », note – finement... – Gérard Carreyrou. Mais s'il est dans l'air du temps, c'est que la plupart des bouches des ténors médiatiques le vomissent parce qu'il fait peur, pour faire peur.

<< Une du Parisien, jeudi 7 octobre 2010

Retrouvez sur notre site tous nos articles consacrés au traitement médiatique de la mobilisation contre la réforme Sarkozy des retraites : <http://www.acrimed.org/rubrique483.html>

JEUDI D'ACRIMED

« OÙ VONT LES RADIOS PUBLIQUES ? »

**JEUDI 21 OCTOBRE, À 19H
À LA BOURSE DU TRAVAIL
DE PARIS** 3 RUE DU CHÂTEAU-D'EAU, PARIS 10^E

Avec Pascale Casanova (productrice de « l'Atelier littéraire », sur France Culture, licenciée de la station en juillet 2010) et Lionel Thompson, grand reporter à France Inter (émission « Interception »), secrétaire du SNJ-CGT à Radio-France.

Des autocrates nommés... autocratiquement président aux destinées de Radio France et de Radio France Internationale (RFI).

ACRIMED : LA CRITIQUE DES MÉDIAS... EN ACTES !

NÉE DU MOUVEMENT SOCIAL DE NOVEMBRE-DÉCEMBRE

1995, dans le prolongement de l'Appel à la solidarité avec les grévistes, Acrimed (Action-Critique-Médias) est une association qui réunit chercheurs et universitaires, journalistes et salariés des médias, acteurs et militants du mouvement social. Elle porte une critique des médias indépendante, rigoureuse et sans complaisance, prenant le mal à la racine : **UNE CRITIQUE RADICALE.**

Son action a plusieurs objectifs : **INFORMER** sur les médias, les journalismes et les journalistes, informer sur l'information ; **CONTESTER** l'ordre médiatique existant (concentration, financiarisation, marchandisation de l'information et de la culture, pluralisme réduit à une pluralité d'éditorialistes et d'« experts » partageant la même pensée de marché) ; **PROPOSER** pour rendre possibles des transformations en profondeur des médias ; **MOBILISER** et se mobiliser avec toutes les forces disponibles pour constituer un véritable front de lutte à la mesure des enjeux.

Pour nous rejoindre, nous soutenir, nous contacter, vous informer sur nos activités, ou retrouver tous nos articles, rendez-vous sur :

WWW.ACRIMED.ORG

**SI UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE, D'AUTRES
MÉDIAS LE SONT AUSSI. MAIS POUR QU'UN
AUTRE MONDE SOIT POSSIBLE, D'AUTRES
MÉDIAS SONT NÉCESSAIRES.**

Des autocrates décident arbitrairement des programmes et de l'orientation éditoriale de France Inter et de France Culture. Émissions supprimées, journalistes, humoristes, animateurs et producteurs congédiés ou remplacés au gré des humeurs de chefferies incontrôlables. Les dévoiements du secteur public se multiplient.

Les dirigeants sont contestés. Mais, par-delà le rôle de chacun d'eux, ce sont leurs modes de désignation et le fonctionnement des radios publiques qui sont en cause.

Des auditeurs protestent. Or, par-delà les vagues d'indignation légitimes, mais sélectives, ce sont des questions plus générales qui doivent être posées :

- Quels sont les programmes ajustés aux missions de service public et aux particularités de chaque station que l'on est en droit de revendiquer ?
- Quelle appropriation démocratique du secteur public est indispensable à un véritable service public ?

Nous vous proposons de débattre de ces questions et de toutes celles que vous souhaitez soulever lors de ce prochain « jeudi d'Acrimed ».

ACRIMED A BESOIN DE VOUS (ET DE SOUS)...

Vous pouvez effectuer vos dons et/ou adhérer à notre association, directement et par paiement sécurisé, **EN VOUS CONNECTANT À NOTRE SITE**, ou bien **REPLIR LE BULLETIN SUIVANT** et le renvoyer à : Acrimed - 39, rue du Faubourg Saint-Martin - 75010 Paris 01 77 17 79 70 / acrimed@wanadoo.fr
Joindre un chèque du montant de votre cotisation et/ou de votre don à l'ordre d'Action-Critique-Médias (et non Acrimed).

NOM :
PRÉNOM :
ADRESSE :
.....
CODE POSTAL :
VILLE :
TÉLÉPHONE FIXE :
MOBILE :
E-MAIL (TRÈS LISIBLE !) :
.....
DATE :
SIGNATURE :

J'ADHÈRE À ACRIMED en versant une cotisation pour un an : 25 € (adhésion de base) / 40 € (revenus supérieurs à 2000 € par mois) / 10 € (chômeurs indemnisés, précaires, étudiants) / 5 € (chômeurs non indemnisés, RSastes) soit€.

JE SOUHAITE FAIRE UN DON,
pour un montant de :€.